Michelin : des propositions qui tiennent la route

Yves Dimicoli

La direction s'apprête-t-elle à faire de nouvelles compressions d'emplois ? Se prépare-t-elle à demander de nouveaux sacrifices aux salariés ? Elle vient, en effet, d'exiger de « *tous les domaines du groupe* (...) *de revoir les projets en cours ainsi que leur plan de développement, de proposer des réductions de coûts, de réexaminer leurs plans d'investissements...* ».

La raison ? Le ralentissement économique américain qui, « *par effet de contagion* » risque de « *ralentir aussi les autres grandes zones économiques* ».

Qu'est-ce que ça signifie ?

Les dirigeants du groupe ont beaucoup misé sur la reprise aux Etats-Unis en faisant comme si cette conjoncture, dominée comme jamais par les marchés financiers, va durer éternellement. Pour cela, ils se sont engagés dans une croissance externe échevelée (rachats d'entreprises) financée notamment à crédit. Et quant le retournement de croissance arrive (et vite), ils présentent la facture aux salariés.

Cette logique est folle ; on ne peut plus continuer comme ça !

Bien sur, qui nierait le changement de donne due aux nouvelles technologies de l'information et de la communication ?

C'est vrai que l'industrie du pneumatique y fait désormais massivement appel. Et cela requiert dans un groupe comme Michelin des dépenses de recherche-développement colossales pour un résultat certes aléatoire : 645,3 millions d'euros (4,2 milliards de francs) en 2000, contre 589,4 millions d'euros (3,9 milliards de francs) en 1999 (1).

Mais au lieu de rechercher systématiquement des coopérations de co-développement pour partager ces coûts informationnels croissants, en sollicitant l'appui de l'Etat et de l'Union européenne pour en faciliter l'organisation, chaque pneumaticien y va pour sa propre bannière et fonce dans la guerre économique.



Meeting du 22 juin à Cébazat (Clermont-Ferrand). Robert Hue avec les salariés de Michelin

Ainsi, à coup de fusions et acquisitions, de batailles boursières, chacun cherche à constituer son réseau mondial de domination pour étaler les coûts, accéder à de nouveaux savoirs et débouchés, dans le but prioritaire d'affaiblir ou détruire les rivaux.

Pour cela les groupes lèvent des fonds gigantesques sur le marché financier et s'endettent de plus en plus : les emprunts et dettes financières du groupe Michelin sont passés de 4,26 milliards d'euros (27,9 milliards de francs) en 1999 à 5,86 milliards d'euros (38,4 milliards de francs) en 2000.

Alors, bien sur, avec ce formidable torrent d'argent pour la finance et la guerre économique, le rendement exigé par les apporteurs de fonds explose : la rentabilité financière du groupe Michelin (résultat net/fonds propres) a atteint 10,55% l'an dernier, contre 8,46% un an plutôt.

Le résultat par action est passé de 2,10 euros à 2,96 euros sur la même période, les rachats de ses propres actions par le groupe y contribuant fortement.

Du coup, les dividendes distribués à la maison mère (comme aux autres grands actionnaires) ne cessent de croître : 93 millions d'euros (610 millions de francs) l'an dernier contre 87 millions d'euros (570,7 millions de francs) un an plutôt.

La contrepartie de tout ça ? Des efforts acharnés, obsessionnels pour baisser le coût salarial de l'emploi,

précariser, flexibiliser le travail : En 1995, la part des charges de personnel dans le chiffre d'affaires était de 36,68%. En 2000 elle n'aura été que de 33,36% : plus de 3 points de chute ! Et le passage aux 35 heures tel qu'il a été conçu par la direction va accentuer le freinage.

Alors, c'est vrai, cette façon de mobiliser pour et par la finance le génie, la créativité, la productivité et le dévouement des salariés arrive à marquer des points : Michelin a gagné des parts de marché.

Mais pour combien de temps, pour quelles ripostes des concurrents ? Et au prix de quel gâchis de ressources humaines, matérielles et financières !

A qui profite cette logique ?

Pas aux salariés du groupe, on vient de le voir, sans compter le sort fait à ceux des fournisseurs et sous-traitants, surtout si ce sont des PME. Sans compter les dégâts pour les salariés des concurrents moins efficaces dans le monde entier.

Ca ne profite pas non plus à la population du bassin d'emplois de Clermont-Ferrand. C'est que la règle chez Michelin c'est : plus de richesses produites pour moins de masse salariale versée. Cela se traduit par une très insuffisante création d'emplois, eux-mêmes de plus en plus précaires.

Le résultat ? Des pyramides des âges enflées vers le haut (salariés les plus âgés) et étroites vers le bas (classes juvéniles), avec le risque d'un dépérissement des activités à Clermont-Ferrand dans les quinze à vingt ans qui viennent.

Si tout cela ne profite guère aux salariés et aux populations, pour la famille Michelin et les grands actionnaires ça marche bien, merci !

Regardons le tableau ci-dessous :

On voit dans ce tableau l'effort fait par les salariés dans le groupe pour produire un résultat d'exploitation qui devient plus difficile à réaliser avec la conjoncture mondiale qui freine. Et on voit le pillage de la finance : le résultat financier consolidé du groupe s'enfonce dans le rouge. Autrement dit, les remboursements d'intérêts aux banques et autres charges financières tendent à faire sortir beaucoup plus d'argent que n'en font entrer les placements financiers (produits financiers).

Mais du côté de la holding de tête, la Compagnie générale des Etablissements Michelin (CGEM), les profits ne cessent d'augmenter et, surtout, les profits financiers grâce, particulièrement, au pompage de tout l'argent du groupe vers ce sanctuaire de la famille Michelin.

Les dividendes reversés par la CGEM aux actionnaires de contrôle progressent en moyenne de 10,8% par an depuis 1997 dont 12,8% entre 2000 et 1999.

1997 : 79,3 millions d'euros (520,3 millions de francs)
1998 : 88,1 millions d'euros (578,2 millions de francs)
1999 : 95,6 millions d'euros (627,4 millions de francs)
2000 : 107,8 millions d'euros 706,9 millions de francs).

Intégrer les salariés à la rentabilité financière

La famille Michelin se rend bien compte que tout cela ne peut durer éternellement. Comment maîtriser le consensus de gestion alors que la croissance va ralentir ?

Alors, elle propose l'actionnariat salarial : 3,9% du capital de la CGEM seraient attribués sous forme d'actions aux salariés.

Notons qu'une bonne part de ce capital a déjà été racheté sur le marché par le groupe afin d'accroître le rendement de chaque action.

L'ambition est claire : il s'agit de mobiliser les salariés du groupe et « de les sensibiliser encore plus à sa performance économique et à sa rentabilité » (rapport des gérants du 18 mai 2001). Autrement dit, il s'agit de les amener à prendre plus directement le parti du rendement des actions contre les salaires, la sécurité sociale, l'emploi, la formation, leurs conditions de travail alors que les bourses mondiales risquent de piquer du nez. Et cela, bien sur, tout en gardant entre les mains de la famille Michelin, de ses associés et de son équipe dirigeante le monopole des pouvoirs de gestion et d'orientation stratégique du groupe. n



J.-P. Sérézat, secrétaire du PCF Michelin lors de son intervention.

Millions d'euros

	Groupe Michelin (Consolidé)		Cie générale des Etablissements Michelin	
	2000	1999	2000	1999
Résultat d'exploitation Résultat financier RCAI	+ 1162,5 - 314,4 + 848,1	+ 1206,7 237,7 + 969,0	+113,8 + 163,4 + 277,2	+109,4 + 1,31,8 241,2
Dividendes versés	93,1	87,4	107,8	95,65

Résultat d'exploitation : produits d'exploitation (chiffre d'affaires surtout) charges d'exploitation (consommations intermédiaires, impôts, salaires et charges sociales, amortissements).
Résultat financier : produits financiers (participations, intérêts) – charges financières (intérêts payés aux banques notamment).
Résultat courant avant impôts (RCAI) : résultat d'exploitation + résultat financier.

1. Tous les chiffres sont extraits de trois documents disponibles sur internet (comptes consolidés de l'exercice 2000, comptes sociaux de la compagnie Générale des établissements Michelin, rapport des gérants de la CGEM à l'assemblée nationale mixte des actionnaires du 18 mai 2001.

Six propositions pour une autre logique de développement de l'entreprise :

Les communistes proposent de réfléchir à six orientations nouvelles pour rassembler tous les salariés du groupe, des plus démunis aux plus qualifiés, et la population Clermontoise face à cette fuite en avant dans la finance et la guerre économique.

1 - Faisons ensemble, dans chaque atelier, chaque service, chaque bassin, l'inventaire des besoins d'emploi et de formation :

– dans nos établissements avec la nécessité d'embauches suffisantes avec le passage aux 35 heures et la conversion d'emplois précaires en emplois stables et correctement rémunérés ;
– dans la région aussi, avec les citoyens, les associations de chômeurs, les syndicats, les élus, pour évaluer l'effort que devrait consentir Michelin pour assumer sa responsabilité sociale en matière d'emplois et de formation.

2 - adressons-nous aux jeunes du Bassin d'emplois de Clermont-Ferrand et à leurs familles :

Michelin doit rajeunir la pyramide des âges de ses salariés et il doit honorer la véritable dette sociale qu'il a accumulé historiquement dans ce bassin à l'égard des populations. Avec les jeunes, avec les élus, avec les enseignants et formateurs exigeons des engagements chiffrés d'embauches et de formation de Michelin sur plusieurs années.

3 - Exigeons la transparence sur l'utilisation des profits du groupe :

Le pompage par les actionnaires, les placements sur les marchés financiers ou les investissements de productivité contre l'emploi doivent cesser. En 2000 le groupe a réalisé un résultat courant avant impôt de 848 millions d'euros (5,56 milliards de francs). Quelle est l'efficacité de son affectation du point de vue de l'emploi et de la formation ? Il faut en délibérer et reconnaître aux salariés, aux syndicats, aux Comités d'entreprise, le droit de proposer et d'expérimenter des alternatives, avec un véritable pouvoir d'intervention pour une autre utilisation des moyens financiers dont dispose le groupe.

4 - Exigeons la transparence et une autre utilisation des fonds publics et du crédit bancaire reçus par le groupe :

Les fonds publics reçus par le groupe –comme par exemple pour le passage aux 35 heures- proviennent des impôts payés par les contribuables, en grande majorité salariés.
Les crédits bancaires reçus par le groupe sont adossés, dans une large mesure, aux dépôts des salaires, pensions et retraites dans les comptes courants bancaires.
Cet argent n'appartient donc pas à Michelin, mais à la société française toute entière. Son gâchis est inacceptable, les dirigeants du groupe doivent rendre des comptes.
Les emprunts et dettes financières de Michelin ont fait un bond de 37% l'an dernier, avec, à la clef, une augmentation de 32% de la charge totale nette des versements d'intérêt aux banques, la Société Générale notamment.
Cet argent sert-il à des investissements efficaces pour l'emploi, les qualifications et une croissance réelle durable ? S'accompagne-t-il d'efforts conséquents de formation pour toutes les catégories de personnel ? Tout montre que non.
Exigeons donc la transparence sur l'utilisation de tout cet argent et ouvrons le débat pour qu'il serve en priorité à répondre aux besoins d'emploi et de formation dont nous aurons fait l'inventaire. S'agissant des fonds publics reçus par Michelin, nous pouvons désormais nous appuyer sur la loi Hue tendant à créer une commission nationale et décentralisée de contrôle de l'utilisation des fonds publics versés aux entreprises afin d'en établir l'efficacité du point de vue de l'emploi et de la formation. Elle va se mettre en place dès les prochaines semaines et permettre à tout maire ou tout parlementaire de la région de s'adresser à celle-ci pour connaître tous les fonds publics dont a bénéficié Michelin. Ne pouvons-nous pas anticiper en proposant au préfet, aux syndicats, aux associations, à des universitaires, aux élus d'engager tout de suite une mission d'audit sur les fonds publics reçus par Michelin ?

5 - Baisser les coûts financiers et non les coûts salariaux :

Plutôt que la baisse du coût salarial de l'emploi, Michelin doit s'adresser à ses banques pour de nouveaux montages permettant de réduire sensiblement les coûts financiers du capital. C'est le cancer financier et l'insuffisance des qualifications qui tuent la compétitivité. C'est ça qu'il faut corriger au lieu de toujours demander des sacrifices aux salariés. D'autres voies sont possibles.
La CGEM doit s'engager à réinjecter de l'argent dans le groupe, pour l'emploi et la formation, tout en prenant l'engagement de réduire ses placements financiers.
Simultanément l'argent public versé sous forme d'aides, de subventions ou d'exonérations de charges sociales patronales doit être progressivement transformé en bonification des taux d'intérêt des crédits bancaires : plus l'entreprise programmerait d'emplois et de formations contrôlables avec ses investissements matériels et plus le subventionnement par l'Etat et la région des crédits nécessaires à ces investissements serait important, réduisant ainsi le taux d'intérêt versé aux banques.
Ainsi, on amorcerait la pompe du crédit des banques, pour financer des projets d'emploi et de formation sous le contrôle des salariés. Cela permettrait de faire reculer le besoin maladif du groupe Michelin d'emprunter sur les marchés financiers et favoriserait l'organisation de nouvelles liaisons avec ses banques, la société Générale en particulier. C'est ainsi qu'on pourrait diminuer l'emprise des fonds de pension et l'exigence de rentabilité financière.

6 - Exigeons du gouvernement et des élus de la majorité plurielle de nouvelles orientations :

A quoi doivent servir l'Etat et les régions ? A déréglementer le travail, à baisser les coûts salariaux, à encourager les placements financiers des entreprises, ou, au contraire, à accroître l'effort pour la formation et la recherche, à stimuler des investissements et des coopérations socialement efficaces, à favoriser l'intervention et le contrôle décentralisé des salariés, des citoyens, des élus dans la vie économique ?
En 1997 les français ont voté plutôt pour que la gauche pousse le second terme de cette alternative et aide les travailleurs, les créateurs à conquérir des pouvoirs sur l'utilisation de l'argent face à la « dictature du marché financier ».
C'est dans ce sens que la gauche doit réorienter les incitations de sa politique économique (fiscalité, aides publiques, crédits…) pour une responsabilisation sociale des entreprises, une sécurisation de l'emploi et de la formation, une nouvelle démocratie plus participative, jusque dans les choix de gestion des entreprises pour les réorienter, de nouvelles coopérations européennes et mondiales de co-développement.
Tout cela peut commencer ici et maintenant à partir de Michelin et de Clermont-Ferrand.